

révolutionnaire qui s'est produite dans toute l'Amérique latine. A cette même époque des mouvements de masse similaires portèrent au pouvoir Villarreal en Bolivie, Betancourt au Venezuela, Bustamante au Pérou, Peron en Argentine, etc. Pourquoi, dans les années qui suivirent le gouvernement imposé par les masses du Guatemala ne fut-il pas renversé comme le furent presque tous les autres ? La raison en a été le dynamisme révolutionnaire extraordinaire des ouvriers et paysans guatémaltèques qui repoussèrent l'une après l'autre vingt-neuf insurrections réactionnaires. Dans **A new Day in Guatemala**, Samuel Guy Inman dit avec raison : « Ce fut le mouvement ouvrier organisé qui permit au président Arévalo de terminer sa période de six ans ». Pendant la plus grave insurrection réactionnaire, qui se produisit après l'assassinat du colonel Federico Arana, raconte Inman dans la brochure citée, trois mille ouvriers armés de fusils obligèrent les rebelles à se rendre après plusieurs jours de combat.

La situation actuelle, sous le gouvernement de Jacobo Arbenz, fut décrite très clairement par Robert M. Hallatt, dans le **Christian Science Monitor**, du 8 janvier 1953. Nous lisons dans cet organe : « Les partis qui soutiennent le gouvernement Arbenz ont une base très peu

solide, ils sont de loyauté incertaine et divisée par des rivalités intenses. Ils n'offrent pas une base politique ferme. Les seules forces cohérentes, consistantes, sont celles du mouvement ouvrier et le Parti communiste qui, présentement, sont une et même chose. Ainsi, en termes plus simples, le gouvernement ne peut tenir sans le soutien de la classe ouvrière unie sous la bannière de la Confédération générale des travailleurs du Guatemala. »

C'est la mobilisation révolutionnaire des paysans qui a arraché au gouvernement la loi de réforme agraire. Le processus actuel de redistribution de la terre est, par conséquent, une transformation révolutionnaire encore inachevée des relations de propriété agraire, commencée et continuée par les paysans eux-mêmes en alliance avec le prolétariat urbain. Nous reviendrons sur cette question plus loin.

L'unification de la classe ouvrière guatémaltèque dans la Confédération générale des Travailleurs du Guatemala (C.G.T.G.) et les grandes grèves de ces dernières années, comme celles des cheminots (1951), des travailleurs de Tiquisate, des ouvriers du port de Puerto Barrios, des travailleurs de la Pan American Airways, des bananiers du nord, etc. complètent le tableau de la progression révolutionnaire des masses du Guatemala.

LA REFORME AGRAIRE

Voyons brièvement quelle était la situation agraire au Guatemala avant la réforme intervenue.

Jusqu'au 17 juin 1952, date de la promulgation du décret 900, 2,2 % des propriétaires de terrains possédaient plus de 70 % de la terre, alors que 76 % en possédaient moins de 10 % ; vingt-deux grands propriétaires terriens possédaient 528.000 hectares, alors que deux cent cinquante neuf mille individus ne disposaient que de 327.000 hectares. Les paysans pauvres étaient victimes de l'usure la plus éhontée ; une enquête menée par Joaquín Novales a révélé que le taux légal d'intérêt atteignait dans certaines régions jusqu'à 35 % par mois et, dans des cas exceptionnels, jusqu'à 175 % mensuellement. Ces chiffres peuvent nous donner une idée de l'enfer qu'était la vie rurale au Guatemala.

La transformation révolutionnaire de la campagne n'a fait que commencer : un an après la réforme agraire on avait redistribué 296.000 hectares de propriété nationale (ancienne propriété allemande nationalisée pendant la deuxième guerre mondiale) et 151.000 hectares de propriété privée (au moyen d'indemnisation payée en **Bons de la Réforme Agraire**), dont bénéficièrent en tout plus de cent dix mille paysans. Sur les 119,680 hectares, 19 ares et 39 centiares, propriété de la United Fruit Co, il a été exproprié 83.929 hectares, 24 ares et 74 centiares qu'elle laissait en fri-

che, naturellement contre indemnisation prévue en Bons.

L'article premier de la loi déclare que la réforme agraire « a pour objet de liquider la propriété féodale à la campagne et les relations de production qui en résultent et de supprimer la forme d'exploitation et les méthodes capitalistes de production dans l'agriculture et de préparer la voie à l'industrialisation du Guatemala ». Une utopie à l'intérieur du système capitaliste à l'époque de l'impérialisme ! Mais la loi est inconsciente jusque dans la poursuite de son utopie : l'article dix excepte de l'expropriation des « immeubles ruraux jusqu'à quatre-vingt-dix hectares, vingt-cinq ares et treize centiares (deux caballerias) qu'ils soient ou non cultivés » et les « immeubles ruraux de plus de quatre-vingt-dix hectares, vingt-cinq ares et treize centiares (deux caballerias) et de moins de deux cents hectares, soixante-quinze ares et quarante centiares (six caballerias) dont les deux tiers sont cultivés » ; en outre les terres de la United Fruit Co restent libres d'expropriation en vertu du paragraphe « D » dudit article qui excepte « les terres en toute propriété ou affermées dans lesquelles sont établies des entreprises agricoles pour des cultures techniques ou économiques telles que le café... les bananes... ou autres articles dont la production est destinée à satisfaire les besoins du marché intérieur ou extérieur. »

Comme nous l'avons dit plus haut, les pay-